Autre extension : l'article L. 312-1 inclut maintenant dans le champ des établissements et services sociaux et médico-sociaux les « lieux de vie et d'accueil » (III) ; ces structures s'apparentent aux accueils familiaux qui, eux, font l'objet d'une réglementation spécifique prévue aux articles L. 443-1 à L. 443-12, puisqu'ils ne sont pas rattachés aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ; les lieux de vie se distinguent de l'accueil familial parce qu'ils sont en charge plus de trois résidents (V. art. L. 313-1, al. 7) ; réservés à des personnes souffrant de difficultés particulières (enfants de la rue, personnes âgées, personnes handicapées), ces lieux étaient jusque-là en marge, sans statut juridique et donc sans aucune reconnaissance officielle, bien que soumis aux dispositions relatives à la puissance publique ; ils sont maintenant inclus dans le champ des établissements et services, avec cependant un statut dérogatoire puisque, bien que soumis aux dispositions relatives à la puissance publique ; ils sont soumis à l'autorisation, aux mesures relatives à l'évaluation et au contrôle, ils ne sont pas assujettis aux schémas d'organisation sociale et médico-sociale (art. L. 312-4 et L. 312-5).

On peut aussi signaler que, outre l'accueil familial qui n'entre pas dans son champ, les services de tutelle ainsi que les services d'aide à domicile auprès des familles n'ont pas été inclus dans le champ de l'article L. 312-1. De même, les « organismes d'accueil communautaire », dont le modèle est constitué par les « Communautés d'Emmaüs », ne relèvent pas de cette disposition et ont fait l'objet d'un encadrement légal spécifique (L. n° 2008-1249 du 1^{er} déc. 2008, art. L. 265-1).

L'ordonnance n° 2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 (art. 3 à 5), qui a essentiellement modifié diverses dispositions concernant la procédure d'autorisation, a apporté dans le même mouvement quelques ajustements au sein de cet article L. 312-1 : ajustements minimaux au 1^{er} et au 4^e puisque ont été inclus dans le champ d'application du texte l'ensemble des services ou activités concourant à délivrer les prestations de l'aide sociale à l'enfance (définis aux art. L. 221-1, 222-3, 222-5) ainsi que les services d'investigations préalables aux mesures d'assistance éducative ; ajustements plus conséquents, ensuite, puisqu'un nouveau point IV clôt dorénavant l'article, qui précise que les « équipes de prévention » ainsi que les « mesures d'investigations préalables aux mesures d'assistance éducative » ne sont pas soumises aux dispositions définissant les instruments et procédures ordonnés à la protection des droits des usagers (art. L. 311-4 à L. 311-7) ; il s'agit là d'une solution logique tant pour les premières, lesquelles, dans le compte tenu de leurs missions, n'ont à proprement parler pas « d'usagers » que pour les secondes, lesquelles ont une activité dont la nature rend notamment sans objet la mise en place d'un contrat (l'intervention se fait sur ordonnance judiciaire et l'on ne voit pas comment on pourrait contracter en la matière). La loi portant réforme de la protection juridique des majeurs a entendu réorganiser l'ensemble des structures et personnes qui ont la qualité de « mandataires judiciaires » pour mettre en œuvre les mesures de protection décidées par le juge des tutelles (sauvegarde de justice, tutelle, curatelle, mesure d'assistance judiciaire). Outre sa volonté d'unifier les conditions d'exercice de ces activités, leur régime de financement et leurs obligations (art. L. 471-1 s.), ce texte a logiquement ajouté à la liste des « établissements et services » de l'article L. 312-1 les « services mandataires judiciaires de la protection des majeurs » lorsqu'ils s'organisent dans le cadre de personnes morales. Ils sont dorénavant visés aux 14^e et 15^e de la disposition ci-dessus ; la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 a en outre inclus ces services dans la disposition (art. L. 312-1, II, al. 4) qui prévoit que les activités sont « réalisées par des équipes pluridisciplinaires » et dirigées par des professionnels disposant de niveaux de qualifications garantis, cela étant la conséquence logique de la volonté de « professionnalisation » des services de protection juridique des majeurs voulue par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007.

La loi n° 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration, et qui vise à réaménager les conditions d'accueil des demandeurs d'asile, a doté les « centres d'accueil des demandeurs d'asile » d'un régime juridique spécifique défini aux articles L. 348-1 à L. 348-4 nouveaux du code ; ces structures étaient antérieurement incluses dans la catégorie des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ; de là, l'ajout dans la nomenclature de l'article L. 312-1 de cette nouvelle catégorie d'établissements (13^e).

Dans la ligne générale empruntée par la politique du handicap depuis la loi du 11 février 2005 (rapprocher le plus possible les prises en charge du droit commun), la loi du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des MDPH et portant diverses dispositions relatives à la formation professionnelle de droit commun les